

LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES ENTRE LA RUSSIE ET L'EUROPE | UNE QUESTION GÉOPOLITIQUE

Jean-Sylvestre MONGRENIER





Paris

20, rue Laffitte
F-75 009 Paris

T | +33 (0)1 49 49 03 30
F | +33 (0)1 49 49 03 33

Bruxelles

Rue de la Fauvette, 92
B-1180 Bruxelles

T | +32 (0)2 374 23 13
F | +32 (0)2 358 56 48

www.institut-thomas-more.org | info@institut-thomas-more.org

Tribune 42

Juin 2014



**LES RELATIONS
ÉNERGÉTIQUES ENTRE LA
RUSSIE ET L'EUROPE | UNE
QUESTION GÉOPOLITIQUE**

Jean-Sylvestre MONGRENIER



L'auteur | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationales, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote*.

| Introduction

A la fin de la Guerre froide, l'importation de pétrole et de gaz depuis la Russie était présentée comme un recours pour diminuer la dépendance de l'Europe vis-à-vis du Moyen-Orient. La « transition » de la Russie post-soviétique vers la démocratie de marché et les complémentarités naturelles entre l'Est et l'Ouest du continent devaient dépolitiser le secteur énergétique, les aspects techniques, juridiques et commerciaux l'emportant sur la grande stratégie et les logiques de puissance. Depuis, les « guerres du gaz » russo-ukrainiennes (janvier 2006 et 2009) et autres embargos énergétiques à l'encontre de pays d'Europe médiane et du Sud-Caucase ont terni l'image de la Russie comme exportateur fiable. La crise géopolitique autour de l'Ukraine a amplifié le processus.

Dans ce conflit rampant, la question énergétique est centrale. Du côté occidental, les sanctions pourraient toucher le secteur de l'énergie. Quant à la Russie, ses dirigeants menacent d'interrompre les exportations vers l'Europe, voire de les réorienter vers l'Asie. Au vrai, le *statu quo* est déjà remis en cause et la structure des échanges est appelée à se transformer encore. Dans cette relation énergétique, l'UE et ses États membres disposent de réelles marges de manœuvre, d'autant plus que les renouvellements du marché mondial du gaz ouvrent d'autres perspectives. Pourtant, le seul jeu du marché ne suffira pas et il faudra renforcer la « politique européenne de l'énergie ». Enfin, il doit être clair que la question énergétique relève de problématiques géopolitiques plus larges qui appellent une nouvelle attitude vis-à-vis de la Russie.

| Échanges énergétiques et dépendances réciproques

| Grandes masses et vulnérabilités réciproques

On sait que la Russie est l'un des principaux fournisseurs de pétrole et de gaz de l'UE ainsi que des pays des « Balkans occidentaux » et de la Turquie, ces derniers appartenant à la Communauté énergétique d'Europe du Sud-Est¹. Ainsi la Russie assure-t-elle 40% des importations européennes de gaz (125 milliards de m³ en 2013), soit 27% des besoins de l'UE, et 32% du pétrole qu'elle consomme. Pour la Turquie, cinquième importateur mondial de gaz, le ratio est plus élevé encore (58% des importations proviennent de Russie).

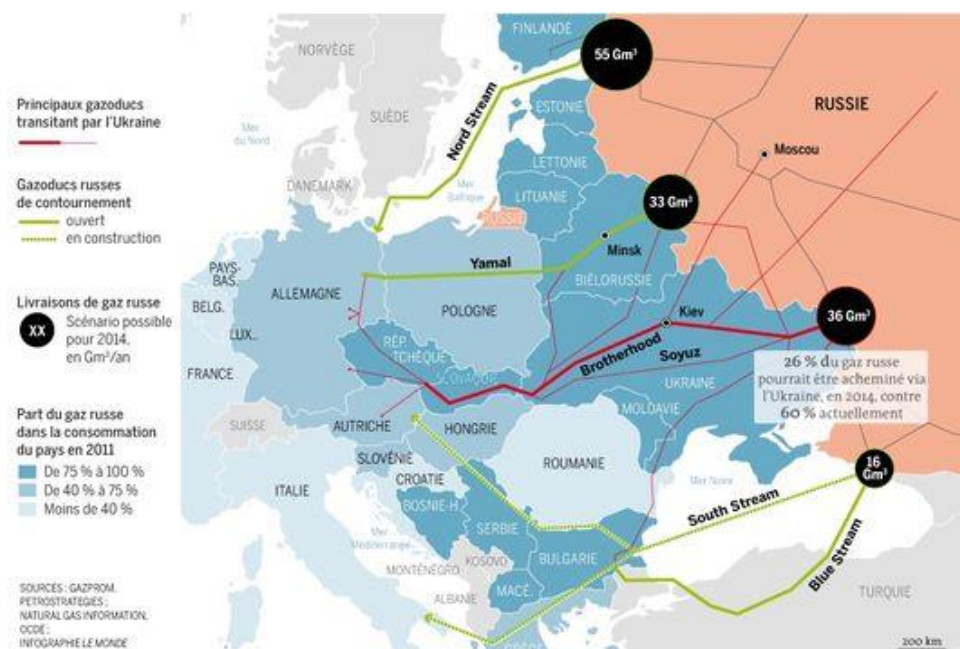
A raison, on insiste plus sur le gaz qui transite par des installations fixes, dans le cadre de contrats de long terme (voir le « système de Groningue »), ce qui induit des dépendances réciproques entre le pays exportateur et les pays importateurs². S'il existe un marché mondial du pétrole, avec la possibilité de se tourner assez rapidement vers un autre fournisseur, les échanges de gaz s'organisent encore autour de trois grandes « plaques » régionales : l'Europe-Eurasie, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique. Il faudra pourtant revenir sur la rapidité des

¹ La Communauté énergétique d'Europe du Sud-Est (CEESE) a été instituée par le traité d'Athènes, signé en 2005. Ce traité couvre les secteurs de l'électricité et du gaz, les pays signataires s'engageant à se conformer à la législation énergétique européenne en vue d'un marché intégré. Il est signé entre l'Union européenne, représentée par la Commission, et les pays des « Balkans occidentaux » (républiques ex-yougoslaves et Albanie) ou Europe du Sud-Est (cette appellation souligne la vocation européenne des pays de la région (voir le sommet UE-Balkans de Thessalonique, en juin 2003). Depuis son institution, la CEESE a été rejointe par la Moldavie (2010) et l'Ukraine (2011). La Géorgie a posé sa candidature et les deux autres pays du Sud-Caucase (Azerbaïdjan et Arménie) devraient suivre. L'Arménie ainsi que la Turquie ont un statut d'État observateur. A terme, la candidature de certains pays d'Asie centrale n'est pas exclue.

² Le champ gazier de Groningue (Pays-Bas) est découvert en 1959 et exploité à partir de 1964. Le gaz est exporté vers l'Allemagne, la Belgique et la France. Les contrats gaziers sont négociés sur le long terme et les prix sont indexés sur ceux du pétrole. Ce type de contrat est à l'origine du système dit « de Groningue », étendu à d'autres transactions aux plans européen-eurasiatique et mondial.

évolutions en cours et la mondialisation des échanges de gaz, un processus fondé sur le développement du GNL (Gaz naturel liquéfié) et des marchés « *spot* » (achat et vente de gaz au jour le jour)³.

Figure 1 | Les exportations de gaz russe vers l'Europe



Source | Le Monde

Le choix des itinéraires pour les gazoducs, la situation des États producteurs et des États de transit de l'« or gris », *in fine* les relations entre les États exportateurs et importateurs, posent des problèmes de type pouvoirs/territoires qui relèvent de la géopolitique, telle qu'elle est définie par Yves Lacoste et l'IFG (Institut français de géopolitique, Université de Paris VIII). Dans le cas présent, la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie et ses implications internationales, lorsque la situation se tend, sont bel et bien d'ordre géopolitique. Les partisans de l'apaisement avec Moscou, nonobstant le rattachement de la Crimée à la Russie, ne se font pas faute de le rappeler. En retour, il faut souligner la dépendance de la Russie à l'égard des marchés européens. L'Europe absorbe en effet près des 3/5^{èmes} du pétrole exporté par la Russie (57%) et plus des 4/5^{èmes} de ses exportations de gaz (56%). Quelque 15% du PIB russe dépendent ainsi des échanges énergétiques avec l'Europe.

Plus généralement, l'économie russe est très dépendante de ses exportations de produits énergétiques. Le pétrole, le gaz et le charbon représentent 70% des exportations russes (62% pour le pétrole et le gaz) et si l'on prend en compte les minerais, l'ensemble des produits de base assure 90% du total. Près de la moitié des ressources fiscales de l'État russe reposent ainsi sur les débouchés extérieurs du secteur énergétique. La croissance économique, la richesse nationale et le développement de la Russie sont donc indexés sur les cours des hydrocarbures, plus précisément sur ceux du pétrole, décisifs pour la fixation du prix du gaz dans le cadre de contrats à long terme⁴. A l'évidence, la Russie n'est pas une économie émergente et la place prise par les « BRICS » dans la rhétorique russe, si elle vise à conférer une touche « *high tech* » à un modèle de croissance qui reste à redéfinir, a surtout une finalité géopolitique : jouer le « monde des émergents » contre l'Occident (cf. le « discours de Munich » prononcé par Poutine, le 10 février 2007, lors de la « Conférence sur la sécurité » qui se tient annuellement en Bavière). Enfin, la considération des rapports commerciaux d'ensemble entre la Russie et

³ Près du tiers (31%) de la production mondiale de GNL est écoulé sur les marchés « *spot* ». Le Qatar et le Nigeria fournissent le moitié de ces volumes.

⁴ Les développements du GNL, des marchés « *spot* » et d'un marché mondial du gaz devraient déconnecter les prix de l'« or gris » de ceux du pétrole. Du fait du différentiel entre prix régionaux et prix mondial du gaz, Gazprom a déjà été contraint de renégocier les contrats de certains de ses clients.

l'UE permet une plus juste appréciation des choses. Si l'Europe représente la moitié des exportations russes, la Russie n'absorbe que de 7 à 8% des exportations européennes (4,7% pour la zone Euro).

| Le difficile maniement de l'arme énergétique

Pourtant, la dépendance réciproque entre Russes et Européens n'est pas une neutralisation réciproque qui empêcherait toute montée aux extrêmes et interdirait d'employer l'arme énergétique contre le pays désigné comme un adversaire. Sur le statut de l'énergie dans les relations internationales comme sur le plan des conceptions générales, la Russie et l'UE sont situées aux antipodes. Quand l'UE promeut le traité sur la Charte de l'énergie (1994) et vise à dépolitiser le secteur énergétique, pour le soumettre aux lois du marché (libre concurrence et démantèlement des monopoles), les dirigeants russes font de l'énergie un moyen de puissance⁵. La doctrine russe de sécurité nationale adoptée en 2009 indique clairement la chose. Au besoin, la cessation brutale des exportations permettrait d'imposer sa volonté propre aux gouvernements dépendants des importations russes, mais récalcitrants. Embargos multiples et répétition des menaces ont démontré qu'il ne s'agissait pas là d'une simple hypothèse d'école, les faits invalidant l'affirmation hâtive selon laquelle les affaires seraient désormais la grande affaire de la Russie : le régime autoritaire-patrimonial russe n'est pas réductible à ses aspects mafieux.

Au début des années 2000, lorsque le « système Poutine » est mis en place, le domaine énergétique passe sous le contrôle de ce que le président russe nomme la « verticale du pouvoir ». Le Kremlin reconstitue ou consolide les grands groupes étatiques (Gazprom, Rosneft et Transneft), prend le contrôle des ressources énergétiques et révisé la législation du sous-sol. Il ne s'agit pas de conduire une politique publique tournée vers l'intérêt général et le bien-être de la population. L'objectif est d'accroître le pouvoir national total de la Russie et de déployer un nouvel impérialisme – Celeste A. Wallander parle de « transimpérialisme⁶ » –, dans ce que l'on nomme à Moscou l'« étranger proche » (l'aire post-soviétique convoitée par l'État russe). L'énergie est l'un des sommets du triangle de puissance que forment les exportations pétro-gazières, les moyens financiers et le réarmement de la Russie. En cela, l'énergie constitue un socle de puissance. Elle est la matrice des ressources financières qui permettent à l'État de conduire une politique de force. Sur un autre plan, les exportations énergétiques sont aussi un outil de coercition vis-à-vis des voisins, proches ou lointains, de la Russie (voir *supra*).

La place conférée à l'énergie dans le dispositif de puissance russe suggère trois remarques. En premier lieu, le maniement de l'arme énergétique est d'un usage délicat. Sur le temps court d'une crise internationale – avec le bénéfice de l'effet de surprise –, un soudain et brutal embargo énergétique pourrait faire la décision, le pouvoir russe imposant sa volonté propre au pays ciblé. Pourtant, depuis les embargos des années 2000, l'effet de surprise s'est dissipé et, si l'UE est encore vulnérable au plan énergétique, elle est mieux préparée à l'épreuve (développement de stocks stratégiques, interconnexion plus forte des réseaux nationaux et développement de la solidarité énergétique entre États membres). De surcroît, un nouvel embargo russe à l'encontre de l'Europe affaiblirait encore le niveau de confiance dans la signature de l'État russe, déconsidérerait Gazprom et priverait le pays de devises essentielles à sa santé économique. En second lieu, l'importance de la Russie comme producteur énergétique et les menaces proférées ne doivent pas occulter la moindre efficacité du triangle politico-énergétique Gouvernement-Gazprom-Rosneft : les interférences politiques, le court-termisme et la logique de puissance s'imposent, au détriment de la modernisation des grands groupes publics et de l'adaptation du secteur à la nouvelle donne énergétique mondiale⁷. Enfin, la dépendance à l'énergie, l'effet de rente et l'incapacité à franchir de nouveaux seuils menacent la santé de l'économie russe et entravent le redéploiement de son modèle de puissance.

⁵ Le Traité sur la Charte de l'énergie est un texte signé en 1994 à Lisbonne (Portugal) et il est entré en vigueur en 1998. Il est précédé d'une déclaration politique de 1991 (Charte européenne de l'énergie) dans laquelle les États de l'ancien bloc de l'est et ceux de l'Ouest ont manifesté leur volonté de collaborer plus étroitement dans le domaine de l'énergie. L'objectif du Traité est la promotion de la coopération à long terme dans le domaine de l'énergie. A l'heure actuelle, le traité sur la Charte de l'énergie comprend les États membres de l'Union européenne et des États candidats, tous les États des Balkans, des Membres de la Communauté des États Indépendants (CEI) ainsi que le Japon et la Suisse. Le parlement russe n'a pas ratifié ce traité et Moscou le considère comme caduc. Le pouvoir russe veut conserver ses monopoles publics.

⁶ Cf. Celeste A. Wallander, « La Russie face à la mondialisation : la voie du trans-impérialisme », in *Politique étrangère* (hors-série), *La Russie : enjeux internationaux et intérieurs*, IFRI-Armand Colin, août 2007.

⁷ Cf. Pavel Baev, *Rosneft, Gazprom et l'État : qui décide la politique énergétique russe ?*, Russie.Nei.Visions n° 75, Centre Russie/NEI, mars 2014.

| Une géopolitique de l'énergie surdéterminée par des problématiques plus larges : le cas de l'Ukraine

Comme indiqué plus haut, il existe bien une géopolitique de l'énergie, les zones d'approvisionnement et les itinéraires d'acheminement des volumes importés constituant des enjeux essentiels dans les stratégies des États exportateurs et importateurs. Il serait cependant erroné de céder à une nouvelle forme de matérialisme historique, les rivalités autour des produits énergétiques devenant l'alpha et l'oméga de la géopolitique. La localisation des ressources pétro-gazières et leur circulation, à travers des espaces de transit et des zones géostratégiques (des points de passages obligés), sont autant de facteurs qui confèrent importance et valeur à certains territoires. Pourtant la géopolitique, en tant que méthode d'analyse des conflits, ne saurait négliger les idées, croyances et représentations qui inspirent et englobent les projets politiques et les stratégies des différents acteurs dont les motivations sont irréductibles aux seuls conflits géoéconomiques et appétits matériels. Si l'autoritarisme patrimonial russe est marqué par la confusion des genres et les luttes entre groupes politico-mafieux pour le contrôle des rentes, énergétiques et autres, le système a pour finalité centrale la reconstitution d'une unité de puissance et d'une force d'opposition : une « Russie-Eurasie » capable de se poser comme puissance tierce, à l'intersection de l'Orient et de l'Occident.

Le cas de l'Ukraine illustre la surdétermination des enjeux énergétiques par des représentations et des problèmes géopolitiques plus larges. On sait que le territoire ukrainien est comparable à un pont énergétique entre l'Est et l'Ouest, depuis les gisements de Sibérie occidentale et du Bassin de la Caspienne jusqu'aux marchés européens. Il y a quelques années encore, près des quatre cinquièmes du gaz russe exporté vers l'UE transitaient par les réseaux ukrainiens. Depuis 2010, l'entrée en activité du *Nord Stream* – un gazoduc reliant directement la Russie à l'Allemagne, sous la Baltique –, permet de contourner le territoire de l'Ukraine par le nord. Sa capacité de transit est de 55 milliards de m³ par an, soit plus du tiers des exportations russes de gaz vers l'Europe⁸. Au sud de l'Ukraine, sous la mer Noire, Gazprom a prévu la construction du *South Stream*. Une fois construit, ce gazoduc aurait une capacité de 63 milliards de m³. Au fil des ans, avec à peine la moitié des exportations russes de gaz vers l'Europe, la fonction de transit de l'Ukraine s'est amoindrie. En dynamique, elle pourrait être réduite à néant.

Si, en dernière instance, la question énergétique expliquait tout, l'Ukraine devrait être un simple angle mort dont l'exportateur russe et les importateurs européens se désintéresseraient complètement. Tel n'est pas le cas. Dans les représentations géopolitiques russes et dans la « grande stratégie » mise en œuvre par le Kremlin, l'Ukraine est perçue comme la pierre angulaire du projet d'Union eurasiatique, projet censé redonner à Moscou un statut de puissance mondiale⁹. Le contournement de l'Ukraine n'est donc pas seulement guidé par la volonté de sécuriser les voies d'exportation. Il vise à réduire la latitude d'action de Kiev et priver l'État ukrainien du soutien européen. *A contrario*, les États européens ne peuvent se désintéresser du devenir de l'Ukraine. Le projet russe d'une sorte d'URSS « *new-look* » est compris comme une nouvelle menace dont le rattachement de la Crimée à la Russie, auquel s'ajoute la déstabilisation du Sud-Est ukrainien, donne une première idée. En outre, le révisionnisme géopolitique russe remet en cause les fondements juridiques et moraux de l'ordre international européen. La question énergétique, on le comprend, est la partie d'une problématique géopolitique globale.

⁸ Actuellement, le Nord Stream ne fonctionne qu'au tiers de sa capacité. Le fait s'explique par un contrat du type « *take or pay* » entre la Russie et la Slovaquie. Les volumes de gaz ne pouvant transiter par le gazoduc qui relie l'Allemagne à la République tchèque, en raison de son insuffisance, ils passent encore par le réseau ukrainien.

⁹ A Astana, le 29 mai 2014, Poutine et ses homologues biélorusse et kazakh ont signé le traité sur la fondation d'une Union économique eurasiennne (UEE), prototype de l'Union eurasiennne planifiée pour début 2015. Le retournement de situation en Ukraine et les sanctions occidentales, à la suite du rattachement de la Crimée à la Russie et de la déstabilisation du Sud-Est ukrainien, ont conduit Poutine à accélérer le processus. Toutefois, la mauvaise volonté d'Alexandre Loukachenko et la méfiance de Noursoultan Nazarbaïev ont pour conséquence un certain flou dans la définition de l'objectif global à atteindre. Quand Poutine voit en l'Union eurasiennne une structure de puissance centrée sur la Russie, les présidents biélorusse et kazakh insistent sur la dimension économique et commerciale de cette « Asiope ». La mise en place d'un marché énergétique commun est repoussée à 2018 et le projet de Bourse commune du gaz et du pétrole ne verra pas le jour avant 2025. Sur l'Union eurasiennne, voir « De la Communauté des États indépendants à l'Union eurasiennne : un projet russo-turcique », Institut Thomas More, 15 décembre 2013.

| Les réponses de l'UE : diversification et sécurité énergétique

| Le recours au « grand large »

Face aux ambitions russes et à la manipulation politique des enjeux énergétiques, dans une logique de puissance, l'UE et les États qui la composent disposent de réelles marges de manœuvre. Nous ne traiterons pas ici des possibilités ouvertes en Europe par les hydrocarbures non-conventionnels – si le gouvernement français y a renoncé, le Royaume-Uni ou encore la Pologne n'ont pas commis cette erreur –, de la relance du nucléaire civil¹⁰ et de la « transition énergétique » (interconnexion des réseaux et développement d'un marché européen de l'énergie, plus grande efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables). Ces voies ne sont pas à négliger et la « transition énergétique » constitue une vision d'ensemble, nécessaire pour penser de manière globale la question énergétique, mais il s'agit ici de réfléchir à la diversification des sources d'approvisionnement en gaz naturel, étant entendu que les grands fournisseurs que sont la Norvège et l'Algérie ne pourraient que partiellement se substituer à la Russie¹¹. L'expression de « grand large » renvoie donc aux États-Unis, bientôt exportateurs de GNL (Gaz naturel liquéfié), aux solidarités transatlantiques qui pourraient gouverner les échanges énergétiques, d'une rive à l'autre, ainsi qu'au mouvement d'ensemble vers un futur marché mondial du gaz.

Selon les chiffres de 2013, les États-Unis sont le premier producteur mondial de gaz, leur part s'élevant à 20% de la production mondiale (17% pour la Russie). Un temps discutée, la « révolution du gaz de schiste » s'est avérée effective, ce qui bouleverse les positions acquises. Aussi les États-Unis sont-ils en passe de devenir exportateurs de GNL, les surplus de la production américaine représentant déjà un montant équivalent à la consommation française de gaz, voire à la consommation allemande. Lors de sa visite à Bruxelles, le 26 mars 2014, Barack Obama a évoqué le recours au gaz américain, en cas de chantage énergétique russe. Déjà, le Département de l'énergie a accepté six projets d'usines de liquéfaction, sur un total de vingt et un, et l'usine de Cameron LNG, à

¹⁰ La communication de la Commission européenne du 22 janvier 2014 – « Cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 » - rappelle le rôle de l'énergie nucléaire dans la sécurité énergétique de l'UE.

¹¹ Au-delà du cas de la Norvège, les gisements d'hydrocarbures de la mer du Nord s'épuisent et leur production ralentit. Dans le cas de l'Algérie, la montée en puissance de la production est freinée par un le « patrimonialisme » et la mauvaise gouvernance du pays, ce que le nationalisme pétro-gazier d'Alger ne peut plus masquer.

Hackberry (Louisiane), entrera en activité en 2015. Diverses personnalités politiques américaines dont John Boehm, le président républicain de la Chambre des Représentants, ont appelé à accélérer le processus, pour soutenir les alliés européens. Il est vrai que la logique de marché dominera, les volumes exportés allant là où les prix sont les plus attractifs, c'est-à-dire en Asie. Des contraintes juridiques, dont la signature d'un traité de libre-échange transatlantique, doivent aussi être prises en compte. Il reste que le gaz américain, en situation de crise énergétique, modifie déjà les anticipations et représentations du futur qui, de part et d'autre, gouvernent les choix politiques.

Le « grand large » renvoie aussi aux exportations qataries de GNL et à la formation d'un marché mondial du gaz. Quatrième producteur de gaz au monde (5% de la production mondiale), le Qatar est au premier rang pour le GNL (le tiers de la production mondiale) et son exportation. Situé à mi-chemin des marchés européens et pacifico-asiatiques, l'émirat exporte 63% de sa production de GNL vers l'Asie et 30% vers l'Europe. Là encore, le haut niveau des prix en Asie-Pacifique joue en ce sens et le GNL qatari ne saurait pallier une éventuelle défaillance de la Russie sur les marchés européens. Toutefois, l'arrivée à maturité de projets gaziers australiens (production de gaz de houille et exploitation de gisements *off-shore*), entre 2015 et 2020, et l'exportation de cette production vers l'Asie-Pacifique, sous la forme de GNL, pourraient amener le Qatar à tourner une plus grande partie de sa production vers l'Europe. Au plan mondial, une part croissante du gaz sera vendue sur des marchés « *spot* » et la progression du GNL donnera plus de flexibilité aux relations entre vendeurs et acheteurs, à l'instar du marché du pétrole. Pour que l'Europe puisse en tirer parti, il faudra construire de nouveaux terminaux de regazéification du GNL, notamment sur les littoraux des pays centre-est européens¹².

| Le développement du « corridor sud »

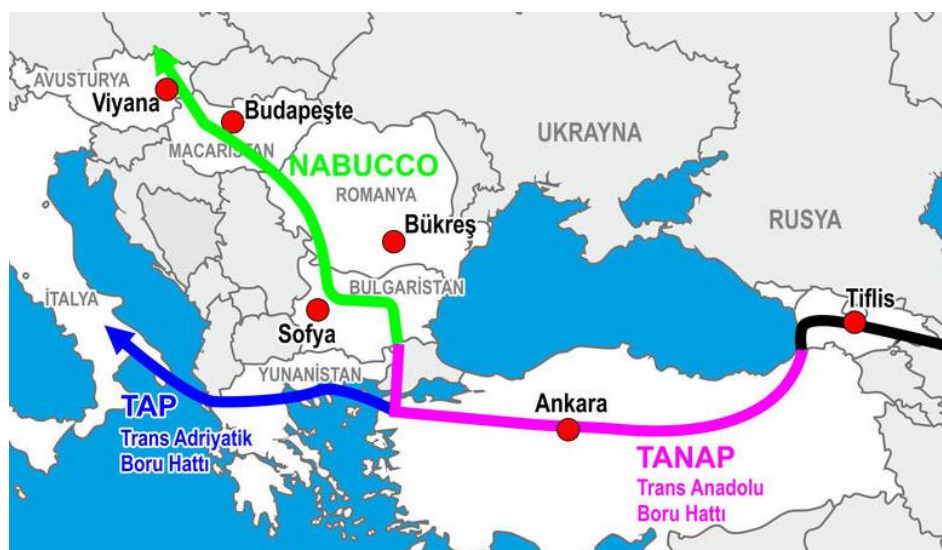
Le développement de voies d'acheminement vers l'Europe du pétrole et du gaz produits par les pays du Bassin de la Caspienne, en contournant le territoire de la Russie, contribuera aussi à la diversification et à la sécurité des approvisionnements de l'UE. Le « corridor sud » a d'abord été pensé et conçu aux États-Unis, dans les années 1990, Washington lançant le programme dit des « routes de la soie ». L'idée directrice est de promouvoir le libre accès aux ressources énergétiques, pour favoriser le bon fonctionnement des marchés, mais aussi de renforcer le pluralisme géopolitique de l'aire post-soviétique, potentiellement menacé par la doctrine russe de l'« étranger proche¹³ ». Engagés dans la négociation d'un vaste partenariat politique, économique et énergétique avec la Russie – l'Accord de Partenariat et de coopération est signé en 1994 et il entre en vigueur en 1997 –, l'UE et ses États membres ne portent pas le même intérêt au développement de nouvelles « routes de la soie ». Progressivement, les risques et dangers d'une trop grande dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie s'accusant, Bruxelles promeut à son tour un « corridor sud » vers la Caspienne. L'enjeu est celui d'une connexion directe entre le principal marché importateur mondial et la zone géographique la mieux dotée en ressources (le Moyen-Orient et la Caspienne représentent les deux cinquièmes de la production mondiale de gaz conventionnels). Le libre accès à la Caspienne est censé compenser l'épuisement des gisements de la mer du Nord.

¹² L'Europe compte 36 projets de terminaux d'importation destinés à diversifier les approvisionnements en gaz mais peu d'entre eux concernent le Centre-Est européen. Les terminaux GNL de Klaipėda (Lituanie) et Swinoujscie (Pologne) seront opérationnels courant 2014. La Croatie compte aussi un projet de terminal GNL à Krk. S'il est mené à bien, ce terminal pourra recevoir du GNL d'Afrique du Nord (Algérie) et, ultérieurement, de Méditerranée orientale, pour autant que les compagnies engagées dans les gisements chypriotes fassent le choix du GNL et construisent une usine de liquéfaction dans le sud de Chypre. Avec des terminaux sur la Baltique et sur l'Adriatique, un corridor nord-sud associant différents pays d'Europe centrale pourrait alors voir le jour, le gaz s'écoulant dans des gazoducs interconnectés et fonctionnant en double sens (l'UE soutient un programme de compresseurs destinés à équiper les gazoducs des pays du groupe de Visegrad). Reliée par des systèmes de ce type à la Pologne, à la Hongrie et bientôt à la Slovaquie, l'Ukraine serait pleinement partie prenante d'un tel dispositif.

¹³ L'expression d'« étranger proche » renvoie à la sphère d'influence revendiquée par la diplomatie russe dans l'aire post-soviétique (Est européen, Sud-Caucase et Asie centrale). Elle résume et exprime une représentation géopolitique dominante en Russie. La notion d'« étranger proche » apparaît très vite dans les représentations post-soviétiques. A l'été 1992, un parlementaire russe de premier plan, Evgeni Ambarstunov, émet au ministre des Affaires étrangères les recommandations suivantes: « En tant qu'héritière internationalement reconnue de l'URSS, la Russie doit baser sa politique extérieure sur une doctrine qui proclame tout l'espace géopolitique de l'ancienne URSS comme sphère de ses intérêts vitaux (à l'instar de la doctrine Monroe) et obtenir de la communauté internationale la compréhension et la reconnaissance de ses intérêts fondamentaux dans cet espace ». Ces vues sont reprises au plus haut niveau de l'État, Boris Eltsine reprochant à André Kozyrev, ministre des Affaires étrangères, de négliger les intérêts russes de l'« étranger proche » (Collège des Affaires étrangères, automne 1992). Le refus des puissances occidentales de satisfaire cette exigence et l'élargissement des instances euro-atlantiques à l'Est expliquent pour partie l'inflexion eurasiatique du second mandat présidentiel d'Eltsine. Lorsque, après le « 11 septembre », Vladimir Poutine rallie la coalition contre le terrorisme, il pense faire reconnaître par l'Occident, en contrepartie, la doctrine de l'« étranger proche ».

Dès 1999, l'ouverture d'un oléoduc entre Bakou (Azerbaïdjan) et le port géorgien de Soupsa ouvre le « corridor sud ». En 2006 et 2007, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzérum (BTE) élargissent cette voie méridionale vers les hydrocarbures de la Caspienne, la Turquie faisant figure de « passerelle transeurasienne » et de « pont énergétique ». Ce corridor devient l'axe structurant de conceptions géopolitiques qui font de la Turquie un futur « hub » énergétique et une puissance régionale de premier plan (voir la thématique du « néo-ottomanisme »). Le projet d'un gazoduc paneuropéen, le Nabucco, réalisant une liaison directe entre la Caspienne et l'Europe devait donner un nouvel élan au « corridor sud », ce qui aurait assuré la diversification et la sécurité des approvisionnements européens. Du fait de la concurrence du projet russe de South Stream, des obstacles à la construction d'un gazoduc transcaspian – nécessaire pour alimenter le Nabucco en gaz kazakh et turkmène –, et de la dispersion des efforts européens (États et grands groupes énergétiques), ce projet n'a pu aboutir. Il a été abandonné en 2011. Toutefois, le TANAP (TransAnatolian Pipeline) dont la construction est prévue par l'Azerbaïdjan et la Turquie, prolongé à l'ouest par le TAP (TransAdriatic Pipeline), devrait en partie compenser l'échec du Nabucco.

Figure 2 | Le TransAnatolian Pipeline : De l'Azerbaïdjan à l'Europe



Source | www.worldbulletin.net

En 2018, le TANAP acheminera 10 milliards de m³ de gaz naturel vers l'Europe, auxquels il faut ajouter 6 autres milliards destinés au marché turc. Trois fois inférieur à celui prévu dans le cadre du projet Nabucco, ce volume représentera 2% de la consommation européenne (environ 500 milliards de m³). En 2023, ce pourrait être un total de 20 à 25 milliards de m³. Cinq ans plus tard, 60 milliards de m³ s'écouleraient vers l'Europe au moyen de cette connexion, soit près de la moitié de ce qui est aujourd'hui importé de Russie. La perspective soulève la question des approvisionnements, en partie hypothéqués par le South Stream et le statut juridique incertain de la Caspienne (ce qui bloque la construction du Transcaspian). A terme, les gisements de gaz de Méditerranée orientale pourraient alimenter le TANAP mais le conflit autour de Chypre et les désaccords sur la délimitation des zones économiques exclusives (Chypre et la Turquie ; Israël et le Liban) sont autant d'incertitudes. La sécurité de ces lignes d'approvisionnement et l'instrumentalisation par la Russie des « conflits gelés » du Sud-Caucase, avec des pressions renforcées sur la Géorgie et l'Azerbaïdjan, doivent aussi être pris en compte. Par ailleurs, le TANAP et le TAP ne permettront pas de desservir les pays d'Europe centrale et orientale, ceux qui dépendent le plus du gaz russe, et l'abandon du Nabucco a ouvert la voie au South Stream. Enfin, le « corridor sud » pose la question de la Turquie et de son devenir. Ce problème géopolitique dépasse celui du transit énergétique¹⁴.

¹⁴ Il faudrait aussi prendre en compte la possibilité de voir l'Iran exporter du gaz vers l'Europe. Une partie de ce gaz pourrait transiter par le « corridor sud ». De nombreuses conditions seraient à remplir dont la conclusion d'un solide accord sur le nucléaire qui garantisse le non-accès de Téhéran à l'atome guerrier (il est censé être négocié pour le 20 juillet 2014). Bien des obstacles demeurent. Par ailleurs, le nationalisme

| Le besoin d'une politique européenne plus substantielle

Aucune des solutions passées en revue pour diminuer la dépendance européenne au gaz russe ne constitue à elle seule « la » réponse » à l'ensemble des défis. En d'autres termes, il n'y pas de martingale, mais le choix n'est pas entre le tout ou rien. La bonne politique consiste à combiner ces différentes solutions, afin de diversifier les sources d'approvisionnement de l'Europe et les voies d'acheminement du gaz. Sur un plan plus général, il s'agit de diversifier le « mix » énergétique européen (voir le rôle possible du nucléaire civil et les énergies renouvelables, auxquels il faut ajouter une plus grande efficacité énergétique). Si les mécanismes de marché et la libre initiative ont leurs vertus, l'autonomie énergétique européenne requiert un effort volontaire, sous la direction des pouvoirs publics : les États et les autorités de l'UE (Conseil européen et Commission européenne). Les défis et enjeux nous mènent donc à la politique énergétique européenne et à la politique de la concurrence de l'UE.

En 2006, la Commission a publié un « livre vert » sur l'énergie (« Une stratégie européenne pour une énergie sûre, compétitive et durable », 8 janvier 2006), suivi d'une « communication » au Conseil européen et au Parlement européen (« Une politique de l'énergie pour l'Europe », 10 janvier 2007). Cette « communication » s'ordonne autour de grands thèmes et principes directeurs (un marché intérieur de l'énergie fondé sur la concurrence et l'interconnexion des réseaux nationaux ; la sécurisation des approvisionnements énergétiques par la diversification des sources et itinéraires, la solidarité entre États membres ; la réduction des émissions de gaz à effet de serre au moyen d'une efficacité énergétique accrue ; le développement des technologies énergétiques ; un programme indicatif nucléaire ; une politique énergétique internationale commune et des partenariats transparents avec les grands acteurs mondiaux). Sur la base du « paquet énergie-climat » du 10 janvier 2007, les chefs d'État et de gouvernement ont ensuite adopté, le 9 mars 2007, un plan d'action global dans le domaine de l'énergie fondé sur les « 3x20 » (20% de réduction dans l'émission de gaz à effet de serre ; 20% d'efficacité énergétique supplémentaire ; 20% d'énergies renouvelables). Les bases d'une politique énergétique commune ont donc été posées, mais faute de véritable consensus entre États, cette politique manque encore de substance.

La diversification et la sécurité des approvisionnements européens ne seront pas la simple retombée d'un discours sur la « transition énergétique » et d'une politique plus générale de lutte contre le changement climatique. La question doit être pensée de manière spécifique. La proposition polonaise de constituer un « pool » de consommateurs, une formule aussi proposée par le Commissaire à l'énergie, Günther Oettinger, pour obtenir de la part de Gazprom un prix unique du gaz en Europe, doit être reprise et soutenue par les gouvernements, nonobstant leurs relations bilatérales avec la Russie. Par ailleurs, le développement du « corridor sud » est nécessaire à la diversification des sources et itinéraires du gaz et l'approvisionnement du Centre-Est européen, exigences auxquelles le TANAP et le TAP ne répondent que partiellement, appelle d'autres réponses. En parallèle, le Commissaire à la concurrence a lancé une procédure contre Gazprom, pour abus de position dominante, et il faudra suivre avec vigilance le jeu des acteurs russes dans les Balkans, ces pays appartenant à la CEESE (voir la note 1). Si le cas de la Bulgarie, pays membre de l'UE et de l'OTAN, est connu, celui de la Serbie est à approfondir¹⁵. D'une manière générale, Gazprom veut préempter un certain nombre de positions dans la région avec pour double objectif de contrôler les marchés et, à terme, d'entraver l'importation en Europe des gaz de Méditerranée orientale. Enfin, les pressions et menaces russes sur la Géorgie et l'Azerbaïdjan appellent des réponses sécuritaires. Il faudra méditer sur le cas ukrainien et, à l'intérieur de l'OTAN, donner plus de corps aux partenariats noués avec les pays essentiels à la sécurité énergétique européenne (la Géorgie en tout premier lieu). L'idée de « sécurité coopérative » mentionnée dans le Concept stratégique de 2010 (sommet de Lisbonne, 19-20 novembre 2010) devra donc être approfondie et traduite en termes concrets (le prochain sommet de l'OTAN se tiendra au pays de Galles, en septembre 2014).

pétro-gazier de Téhéran est ombrageux et les arcanes du pouvoir ne sont guère favorables à des investissements étrangers auxquels le Guide suprême et les Gardiens de la Révolution sont opposés. À l'évidence, l'Iran n'est pas un pays fiable avec lequel un partenariat énergétique pourrait être noué. De surcroît, la concurrence des pays consommateurs asiatiques, très présents dans le golfe Arabo-Persique est forte, ce qui assurerait à Téhéran d'autres options. Enfin, si la Russie et l'Iran sont alliés dans la guerre en Syrie et étroitement associés sur bien des plans, Moscou et Gazprom ont toujours veillé à tenir le gaz iranien à distance du marché européen. En l'état actuel des choses, les sanctions internationales à l'encontre de Téhéran y suffisent.

¹⁵ Dans la région, la Serbie est le premier partenaire commercial de la Russie qui assure 40% de ses importations énergétiques. En 2009, Gazprom a racheté la compagnie nationale NIS à une valeur très inférieure aux estimations des analystes (le prix de rachat était de 400 millions de dollars et les estimations s'élevaient à 2,2 milliards de dollars). Partie prenante du projet de South Stream, la Serbie est le pilier de la politique russe dans les Balkans. Dans les négociations relatives à l'élargissement entre l'UE et la Serbie, ces faits devraient désormais être pris en compte.

| La menace russe d'une réorientation des flux énergétiques vers l'Asie

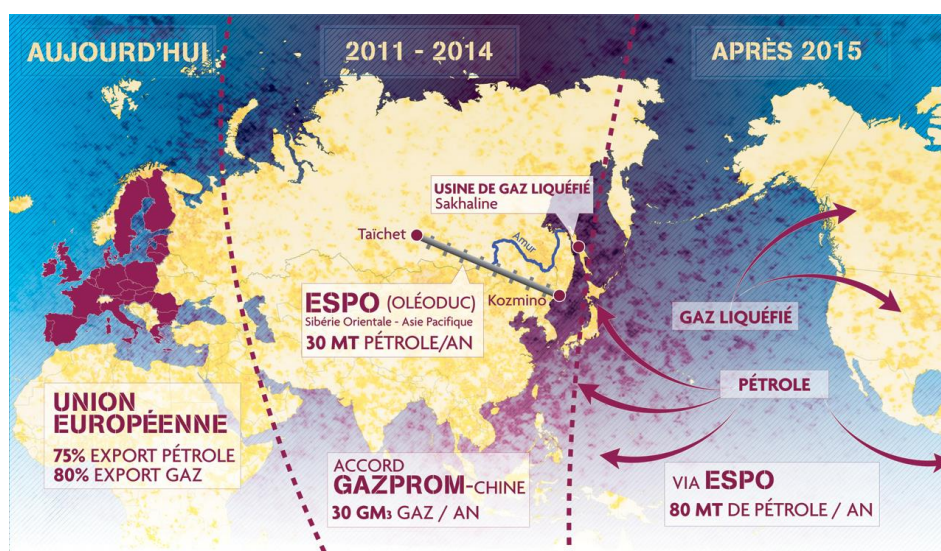
| Une mise en perspective de la coopération énergétique sino-russe

Alors que les relations entre l'UE et la Russie se tendent, du fait des rivalités géopolitiques autour de l'Ukraine, Poutine menace de réorienter les exportations énergétiques russes vers la Chine et l'Asie-Pacifique. En toile de fond, la diplomatie triangulaire pensée dans les années 1990 par Evgueny Primakov – l'idée était de s'appuyer sur la Chine et l'Inde pour rehausser la stature de la Russie dans sa relation avec l'Occident –, et le partenariat Moscou-Pékin mis en œuvre à partir de 1996. Cette même année, le groupe de Shanghai est fondé et il constitue l'une des expressions géopolitiques de ce rapprochement. En 2001, ce « groupe » deviendra l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Là encore, la problématique sino-russe dépasse et englobe la question énergétique. Des accords « définitifs » (1997, 2004 et 2008) ont réglé les litiges frontaliers, les dirigeants russes acceptant le retour à la Chine de l'île de Tabarov (sur le fleuve Amour). La coopération a également un volet militaro-industriel. Par ses ventes d'armes, Moscou a ainsi contribué à la puissance militaire chinoise, dont le lancement du premier porte-avions chinois, le « Liaoning », le *sister-ship* du « Kouznetsov ». Si la coque a été achetée à l'Ukraine, à la fin des années 1990, la construction du porte-avions chinois a requis des transferts technologiques russes. Après un ralentissement de la coopération militaro-industrielle, pendant plusieurs années, on observe aujourd'hui de nouvelles ventes d'armes russes à la Chine et une montée en gamme des matériels livrés (missiles S-400 et, peut-être, des avions Su-35).

A cela s'ajoutent les échanges et coopérations énergétiques sino-russes. L'exploitation des gisements russes de Sibérie orientale (ceux du lac Baïkal), de l'Extrême-Orient russe et de l'île de Sakhaline est liée à la construction de l'oléoduc ESPO (Sibérie-océan Pacifique), depuis cette région jusqu'au terminal de Nakhodka (l'amphithéâtre d'Irkoutsk produit de 2,5 à 3% du pétrole russe). De cette manière, Poutine évitait de lier la Russie à un seul

acheteur final. Pourtant, la diplomatie énergétique chinoise a obtenu la construction d'une dérivation entre Skovorodino et Daqing. Inauguré fin 2010, cet oléoduc fonctionne depuis le début de l'année 2011 et la Russie assure désormais 6% des importations chinoises de pétrole. Durant une décennie, les négociations auront aussi porté sur le gaz et les deux capitales ont signé un accord-cadre en 2009. Le volume envisagé était de 30 milliards de m³ par an dans une première phase, ce qui représentait moins 20% des importations européennes de gaz russe. Au cours de cette longue négociation, Pékin a renforcé sa main en développant ses liens énergétiques avec le Kazakhstan et le Turkménistan, oléoducs et gazoducs traversant les portes de Dzungarie, dans le sens ouest-est¹⁶. Le désaccord entre Russes et Chinois portait sur les prix.

Figure 3 | Les exportations russes vers l'Est



Source | Nouvelle Europe

Lors de sa visite à Shanghai, les 20 et 21 mai 2014, Poutine a signé un contrat gazier avec Xi-Jinping, son homologue chinois (le contrat lie Gazprom à la CNPC/China National Petroleum Company). Pour un montant total de 400 milliards de dollars (293 milliards d'euros), la Russie livrera à la Chine, à partir de 2018, un volume de 38 milliards de m³ de gaz par an, et ce pendant trois décennies. Si le prix n'a pas été communiqué, divers experts parlent de 350 dollars les 1000 m³ (le prix moyen en Europe est de 380 dollars). A long terme, certains analystes affirment que la Russie aurait la capacité d'exporter vers la Chine 130 milliards de m³ par an, soit un volume comparable aux exportations russes vers l'Europe. Dans l'immédiat, Gazprom devra investir 55 milliards de dollars pour exploiter de nouveaux gisements en Sibérie orientale et construire des gazoducs jusqu'à la frontière avec la Chine. De l'autre côté, la CNPC investira 20 milliards de dollars dans des gazoducs reliant les confins sino-russes aux régions littorales d'Asie-Pacifique. Alors que les gazoducs tournés vers l'Europe sont rentabilisés – ils ont été construits dans les années 1970-1980 –, le montant des investissements requis pour exporter vers la Chine pèsera sur les coûts de production du gaz et sur les comptes de Gazprom, un groupe endetté dont la capitalisation a fondu des deux tiers depuis 2008. Enfin, l'État russe aurait renoncé à prélever certaines taxes sur le gaz exporté vers la Chine et aurait concédé à Pékin de nouveaux transferts technologiques.

¹⁶ La Dzungarie est un bassin géologique situé entre l'Altaï (les « montagnes d'or ») au nord et les monts Tian-Shan (les « monts célestes ») au sud. Délimité à l'est par le désert du Gobi, ce bassin ouvre à l'ouest sur les steppes kazakhes. Placée sous souveraineté chinoise (avec quelques éclipses), la Dzungarie couvre le nord du Sin-Kiang (Xinjiang) et cette région est voisine du Kazakhstan. Les Portes de Dzungarie désignent plus particulièrement un couloir de circulation, large d'à peine 10 km dans sa partie la plus étroite, entre l'Altaï et les monts Tian-Shan. C'est là une des principales voies de passage de la géohistoire eurasiatique, à travers les chaînes de montagne qui délimitent au sud la dépression de la Caspienne et les plateaux de Sibérie. Cette dépression entre l'Altaï (point culminant : 4506 mètres) et les monts Tian-Shan (points culminant : 7439 mètres) est désormais la voie de passage d'oléoducs acheminant du pétrole kazakh vers le Sin-Kiang et, bien plus loin, les zones de consommation du littoral chinois. Depuis 2009, un gazoduc « tiré » à partir de gisements du Turkménistan fait aussi passer du gaz à travers les Portes de Dzungarie pour alimenter la consommation de Shanghai, soit un trajet total de 7000 km. Ces flux pétroliers et gaziers orientés d'ouest en est, depuis la Caspienne jusqu'au Sin-Kiang, donnent ainsi forme à une sorte de Grand Turkestan énergétique.

| Un rééquilibrage partiel, sans substitution de l'Asie à l'Europe

Il reste que l'État russe et les grands groupes publics, Rosneft et Gazprom, mènent effectivement une politique de réorientation des flux pétroliers et gaziers vers la Chine. Pourtant, la géographie des gisements contrarie l'idée selon laquelle la Russie, engagée dans un conflit géopolitique d'ensemble avec l'Occident, pourrait substituer l'Asie à l'Europe. Si l'on considère le pétrole, la région de Bakou III (Sibérie occidentale/boucle de l'Ob) représente 65% de la production et celle de Bakou II (le long de la Volga et de la Kama) en assure un quart. Les neuf dixièmes de la production se trouvent donc dans la partie occidentale de la Russie et alimentent les oléoducs à destination des marchés européens. Au nord, l'Arctique russe représente moins de 6% de la production et les coûts d'exploitation y sont élevés. En Sibérie orientale et en Extrême-Orient, régions tournées vers la demande asiatique, l'amphithéâtre d'Irkoutsk et Sakhaline assurent respectivement 2% et 3% de la production. Notons enfin de la Russie vit sur des régions pétrolifères exploitées à l'époque soviétique. Depuis, aucun « Bakou IV » n'a été découvert. D'ores et déjà, le renouvellement des ressources pose problème et il n'est pas sûr que le pétrole exporté vers la Chine dégage de grandes marges bénéficiaires.

Pour le gaz naturel, la part de la Sibérie occidentale est plus encore marquée, Bakou III représentant les neuf dixièmes de la production. Au nord, un groupe privé concurrent de Gazprom, Novatek, exploite les gisements de la presqu'île de Yamal. La région est prometteuse mais elle n'assure que 3% de la production. Novatek y construit une usine de GNL, avec la participation de Total et CNPC, dont la production est destinée au marché européen. Les mers de Kara et de Barents abritent d'importants gisements de gaz mais ils ne sont pas exploités (la mise en valeur de Chtokman a été à nouveau reportée). Quant aux gisements de Bakou II (Astrakhan et Orenbourg), tournés vers l'ouest, ils représentent 5% de la production. La Sibérie orientale (amphithéâtre d'Irkoutsk et Sakhaline) ne sont qu'effleurées et ces régions sont plus particulièrement concernées par le contrat sino-russe de mai 2014. Viennent enfin les gisements *off-shore* de Sakhaline où une usine GNL est en service depuis 2010. La région représente 4% de la production totale. Le gaz souligne donc à nouveau le déséquilibre est-ouest qui marque la géographie des hydrocarbures russes.

Si l'accord signé à Shanghai par Poutine et Xi-Jinping (21 mai 2014) a été qualifié de « contrat du siècle », la comparaison des ordres de grandeur avec les achats européens, la structure des échanges énergétiques UE-Russie et la géographie des ressources, dont l'exploitation est rendue difficile du fait des contraintes territoriales et de la rugosité de l'espace russe, donnent le sens du relatif. *In fine*, la Russie peut effectivement réorienter, au sens étymologique du terme, une partie de ses exportations mais il y faudra du temps, et les énormes investissements requis grèveront les bénéfices de groupes publics, comparés à des « dinosaures de l'énergie » (voir la note 7). Une substitution pure et simple de l'Asie à l'Europe est *a priori* exclue, l'idée étant plutôt de réduire la dépendance russe aux marchés européens et de disposer un autre levier de pouvoir dans les négociations avec l'UE, sur les plans commercial, diplomatique et stratégique. Si les exportations russes vers l'Europe devaient être durablement interrompues, ce ne serait pas tant un choix délibéré que la conséquence d'une montée aux extrêmes, dans un vaste conflit géopolitique entre la Russie et l'Occident. En l'état actuel des choses, les investissements consentis dans le Nord Stream, utilisé au tiers de sa capacité, et dans le projet de South Stream, dont la rentabilité est douteuse, renforcent le lien physique entre la Russie et les marchés européens.

| Assurer les arrières de la Russie en Asie pour peser en Europe

Dans la rhétorique géopolitique russe, telle qu'elle est pratiquée par Poutine et ses proches, la réorientation des flux d'hydrocarbures vers la Chine et l'Asie serait le véhicule et la manifestation d'une alliance entre Moscou et Pékin, contre les États-Unis et l'Occident. Le traité d'amitié et de coopération de 2001 a été rehaussé en 2011. La valorisation de l'OCS et la mise en avant du thème de la multipolarité s'inscrivent dans la même ligne. En 2002, Moscou et Pékin ont ainsi signé une « Déclaration conjointe sur le monde multipolaire » qui entendait montrer que les deux pays, face à la politique américaine, partageaient une même vision stratégique. Le refus du droit d'ingérence, l'hostilité au thème du « *regime change* » et l'intangibilité des frontières internationales en sont les principales composantes. Si les dirigeants chinois n'ont pas approuvé la reconnaissance unilatérale de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, en août 2008, ils se sont montrés discrets sur le rattachement de la Crimée à la Russie (18

mars 2014). Quelques semaines plus tard, Pékin réaffirmait la solidarité géopolitique de la Chine avec la Russie. A Shanghai, le 20 mai 2014, Xi Jinping a loué « la détermination et la volonté inébranlable de la Chine et de la Russie de faire face ensemble aux menaces et aux défis nouveaux (...) et sauvegarder la sécurité et la stabilité régionales »¹⁷. Une déclaration conjointe a suivi¹⁸.

Les dirigeants russes affirment voir plus loin que la Chine. La « Russie-Eurasie » effectuerait une percée sur la grande scène asiatique et serait la pointe avancée du « monde des émergents », envers et contre les économies vieillissantes du Nord. Rappelons que Poutine du discours de l'émergence dans le discours de Munich, le 10 février 2007 (voir *supra*). La volonté de la diplomatie russe de développer et renforcer ses liens avec d'autres pays d'Asie du Sud et de l'Est, dont l'Inde et le Vietnam, appelle l'attention sur l'ambivalence des relations sino-russes. Il y a peu encore, d'aucuns évoquaient un nouveau « péril jaune » susceptible d'unir Russes et Occidentaux, la montée en puissance de la Chine, plus encore évidente après la crise économique de 2008, constituant une menace virtuelle sur la Sibérie et l'Extrême-Orient russe, région vides d'hommes mais riches en ressources naturelles, au contact de provinces chinoises surpeuplées (6 millions de Russes face à 120 millions de Chinois). Bien que maniée avec discrétion, cette vision des choses a parfois servi à légitimer la diplomatie du « *reset* » inaugurée en 2009 par l'Administration Obama.

Certes, l'avenir est ouvert, mais les coopérations concrètes mises en place par les autorités chinoises et russes dans leurs régions frontalières, et les convergences diplomatiques affichées sur le plan international ne vont pas dans le sens du « péril jaune » et d'un futur grand conflit sino-russe. Au vrai, les rivalités sino-russes sont plus observables en Asie centrale, l'un comme l'autre cherchant à instrumentaliser l'OCS (la Chine l'utilise comme plateforme multilatérale pour renforcer sa présence et la Russie cherche à limiter la percée chinoise). Dans cette partie de l'« étranger proche », le Kremlin s'appuie sur l'OTSC et la Communauté économique eurasiatique, bientôt couronnés par une Union eurasiatique, pour consolider la présence de la Russie et réaffirmer son hégémonie. Pourtant, Moscou fait preuve d'une grande prudence vis-à-vis de la Chine. L'idée est de contenir et d'accompagner la poussée chinoise, de passer des compromis (voir la délimitation des frontières communes) et de coopérer (échanges énergétiques et militaro-industriels), sans confrontation. De part et d'autre, on s'appuie réciproquement pour pratiquer une forme de *soft balancing* vis-à-vis de l'Occident. Pour la Russie, il ne s'agit pas d'améliorer les termes de l'échange avec l'Occident et de s'insérer dans un vaste ensemble géopolitique euro-atlantique, de Vancouver à Vladivostok. Les dirigeants russes veulent stabiliser leur rapport à la Chine et assurer leurs arrières en Asie afin de peser en Europe, là où le révisionnisme géopolitique russe est le plus saillant.

¹⁷ *China News Service*, 20 mai 2014.

¹⁸ Dans cette déclaration conjointe, Pékin et Moscou s'affirment résolus à « résister aux interférences dans les affaires internes des autres États et de s'opposer au langage des sanctions unilatérales ». Plus loin, les deux capitales en appellent à « cesser tout financement et tout encouragement d'activités visant à changer l'ordre constitutionnel d'autres États » et soulignent la « nécessité de respecter l'héritage historique de chaque pays, leur culture politique et le système social et politique qu'ils ont choisi de manière indépendante ».

| Conclusion

En conclusion, les relations énergétiques entre l'UE et la Russie ont pris un tour conflictuel qui, depuis plusieurs années déjà, remet en cause le discours de la « maison commune » et des complémentarités naturelles. Le conflit ne dérive pas de désaccords commerciaux mais de profondes divergences politiques. Sous la direction de Poutine, la Russie s'est détournée des régimes constitutionnels-pluralistes occidentaux et le Kremlin privilégie explicitement une voie spécifique. « Démocratie souveraine » et « verticale de pouvoir » désignent une forme d'autoritarisme patrimonial dont les caractéristiques se sont accusées. La rente énergétique constitue la base financière de ce régime et les exportations pétro-gazières sont mises au service d'une politique de puissance. Révisionnisme géopolitique et « réunionisme » expliquent le conflit rampant entre la Russie et l'UE, celle-ci ne pouvant se désintéresser de ses voisins orientaux. La question énergétique doit donc être appréhendée dans le cadre plus large des représentations géopolitiques et des projets politiques des protagonistes.

Dans cette relation conflictuelle, la dépendance de l'UE à l'égard de la Russie ne doit pas être considérée de manière unilatérale. Le commerce extérieur, les finances publiques, le système politique et l'économie de la Russie dépendent fortement des échanges avec l'Europe. Cela explique une certaine prudence de Moscou dans l'emploi de l'arme énergétique, nonobstant la question ukrainienne. Dans ce jeu d'interdépendances, l'UE dispose de marges de manœuvre. Pour changer la donne, elle peut s'appuyer sur nombre de facteurs porteurs. Un marché mondial du gaz prend forme et le processus élargit le champ des options (importation de GNL d'Amérique du Nord et du golfe Arabo-Persique). En comparaison des années 2000, l'avenir est plus ouvert. L'important est de comprendre que les tensions énergétiques UE-Russie renvoient à un phénomène plus global. La politique de puissance des dirigeants russes menace le système de coopération géopolitique euro-atlantique et ses règles de juste conduite. La situation commande des révisions radicales et elle appelle une politique russe qui englobe et dépasse les enjeux énergétiques.

